

Quelle est l'efficacité des activistes écologistes ?

Les économistes s'intéressent à l'efficacité des actions des militants qui défendent le climat. Contribuent-elles à l'adoption par les entreprises de pratiques plus respectueuses de l'environnement, au travers d'engagements de RSE ? Oui, répond Mireille Chiroleu-Assouline.



Opération de Dernière Génération à l'encontre du tableau « La Mort et la Vie » de Gustav Klimt au musée Leopold de Vienne, en Autriche, le 15 novembre 2022. (Letze Generation Österreich via ABACA)

Par [Mireille Chiroleu-Assouline](#) (Professeure à Paris School of Economics (PSE))

Publié le 3 mars 2023 à 9:44 Mis à jour le 3 mars 2023 à 9:56

[Blocage de la dernière assemblée générale des actionnaires de TotalEnergies](#), blocages de sites Amazon en 2019, lancer de soupe sur des tableaux protégés dans des musées... l'actualité récente a été marquée par la recrudescence d'actions spectaculaires d'écoactivistes pour exiger de certaines entreprises des changements majeurs dans leur activité et leurs stratégies.

Ende Gelände (EG) en Allemagne, Just Stop the Oil ou Extinction Rebellion, tous engagés dans la lutte contre le changement climatique, sont des avatars récents d'un mouvement dont Greenpeace est le précurseur le plus connu ; il avait, par exemple, organisé [une célèbre campagne contre Kitkat \(Nestlé\)](#) pour sensibiliser à la déforestation due à la production d'huile de palme.

Par contraste avec certaines ONG environnementales qui coopèrent avec les entreprises, par des partenariats ou la création de labels communs, ces éco-activistes fondent leur action sur la désobéissance civile non-violente.

La menace suffit...

Depuis Henry David Thoreau au XIX^e siècle, philosophes et politistes ont analysé la désobéissance civile sous l'angle de sa légitimité et de sa compatibilité avec les institutions d'une démocratie. Les économistes s'intéressent à son efficacité. De telles actions contribuent-elles à l'adoption par les entreprises de pratiques plus respectueuses de l'environnement, au travers d'engagements de responsabilité sociale et environnementale (RSE) ? En fait, les entreprises attaquées capitulent rarement. Cela signifie-t-il pour autant l'échec de la stratégie des activistes ?

Faire planer la menace de telles actions suffit à créer une pression vertueuse sur les entreprises qui cherchent à éviter d'être ciblées.

Dans un article récent, nous démontrons théoriquement pourquoi les gros pollueurs, pourtant peu vulnérables à ce type d'attaques, sont les premiers à être ciblés.

D'abord, les activistes contraints par des moyens limités ont intérêt à s'attaquer aux entreprises les plus visibles, dans les secteurs les plus polluants, car cela augmente leur légitimité vis-à-vis de l'opinion publique et donc leur capacité de mobilisation.

Ensuite, les entreprises plus vulnérables (car le blocage par les activistes leur ferait perdre une part plus importante de profit) ont intérêt à faire des concessions préventives pour esquiver une attaque.

Faire planer la menace de telles actions sur un secteur comme les énergies fossiles, ou le secteur bancaire, suffit à créer une pression vertueuse sur les entreprises qui cherchent à éviter d'être ciblées.

Un bon aiguillon

Une étude empirique, menée de concert sur un échantillon de près de 8.900 entreprises françaises et qui a le mérite de prendre en compte des tailles très différentes dans chaque secteur d'activité, confirme que les actions médiatisées contre les entreprises phares d'un secteur poussent toutes les autres à s'investir dans la RSE environnementale, en s'efforçant, entre autres, de préserver la biodiversité ou de réduire leurs impacts climatiques.

Ces résultats sont obtenus par une approche de 'scoring' rigoureuse des actions des entreprises, en cherchant également à prendre en compte celles qui ne se revendiquent pas explicitement comme engagées dans une démarche RSE. Les données ayant été fournies par les entreprises à l'Insee pour un usage statistique uniquement et sous des règles strictes de confidentialité, il est très peu probable qu'il s'agisse de greenwashing.

Au vu de ces études, il semble clair que les éco-activistes jouent un rôle utile d'aiguillon à la diffusion du concept de RSE et des pratiques responsables.

Mireille Chiroleu-Assouline est professeure à Paris School of Economics (PSE).

[*« Radical activism and self-regulation : An optimal campaign mechanism »*](#), de Mireille Chiroleu-Assouline et Ariane Lambert-Mogiliansky. « *Journal of Environmental Economics and Management* », 2023 (à paraître).

[*« Unaware Corporate Social Responsibility : Impact of Firm Size, Motivations and External Pressures »*](#), d'Olivier Beaumais et Mireille Chiroleu-Assouline. PSE Working Paper no 2023-09, 2023.